



Communiqué de presse

le 3 décembre 2014

La F2iC s'inquiète de la baisse de la part des investisseurs français dans le capital de nos entreprises

Si elle considère que l'intérêt des investisseurs étrangers pour les sociétés françaises est une excellente chose qui prouve leur qualité et leurs atouts dans la compétition mondiale, la F2iC regrette que l'environnement réglementaire empêche des acteurs français d'y investir tout aussi massivement. Année après année, leur part dans le capital des sociétés hexagonales ne cesse de s'effriter. C'est ce que montre le baromètre F2iC-Factset-OpinionWay, publié ce matin dans les Echos. Selon cette enquête les fonds français ne représentent plus qu'un quart des fonds ouverts investis dans les sociétés qui composent le CAC40, soit 9 points de moins qu'en 2011. Pire, ils sont désormais en deuxième position derrière les Etats-Unis, dont la part passe de 30 à 33 %, et se font rapidement rattraper par les fonds britanniques, dont la part bondit de 11 à 17 % en trois ans.

Les contraintes réglementaires qui pèsent sur les institutionnels et le faible appétit des particuliers qui sont constamment détournés de la Bourse par un discours négatif et mortifère, expliquent en grande partie cette évolution catastrophique. Dans ces conditions la F2iC ne s'étonne pas de l'exil progressif des centres de décisions des grands groupes français. Elle s'étonne en revanche, sans pouvoir se l'expliquer, de l'aveuglement des pouvoirs publics, des politiques, des médias généralistes et de l'opinion publique en général qui assistent à cette évolution dans l'apathie la plus totale.

A cette occasion, Charles-Henri d'Auvigny, Président de la Fédération déclare : « Dans ce contexte la Fédération des investisseurs individuels et des clubs d'investissement, forte du soutien de ses partenaires sociétés cotées et associations de Place, mais surtout forte de l'engagement de millions d'actionnaires qui croient encore aux vertus de la Bourse, ne ménagera pas ses efforts pour que cette tendance soit inversée et que l'on revienne à une répartition mieux proportionnée de la propriété de nos entreprises. »

[Pour télécharger le rapport de l'étude en format PDF, cliquez ici](#)

[Pour lire l'article sur le site des Echos, cliquez ici](#)

Contact :

Aldo Sicurani
Délégué général
01 42 60 12 47
asicurani@f2ic.fr